

# RÈGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)



**LA GOUESNIERE**

Procédure adaptée passée en application des articles 27 et 90  
du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Objet de la consultation :

**Mission de maîtrise d'œuvre**

**RÉHABILITATION ESPACE  
INTERGÉNÉRATIONNEL**

**LA RUCHE**

Date et heure limites de remise des offres :

**Vendredi 24 mai 2024  
à 14h00.**

## Table des matières

RÉHABILITATION ESPACE INTERGÉNÉRATIONNEL .....	1
Article 1 - Objet de la consultation .....	3
1.1 Objet et contenu de la mission .....	3
1.2 Type de consultation .....	3
1.3 Décomposition en lots.....	3
1.4 Nature du marché.....	3
1.5 Lieu d'exécution .....	3
1.6 Montant et durée.....	3
Article 2 - Organisation de la Maîtrise d'ouvrage .....	3
Article 3 - Renseignements d'ordre juridique, économique, financier & technique .....	3
3.1 Unité monétaire du marché .....	3
3.2 Modes de financement et de règlement du marché.....	3
3.3 Langue de rédaction des propositions .....	3
3.4 Délais de validité des offres .....	3
3.5 Variantes et options.....	4
3.6 Mission SPS .....	4
3.7 Mission de contrôle technique.....	4
Article 4 – Conditions de la consultation.....	4
4.1 Délai d'exécution .....	4
4.2 Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
4.3 Délai de validité des offres .....	4
4.4 Reconduction éventuelle du marché .....	4
4.5 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....	4
4.6 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail.....	4
4.7 Mode de règlement du marché .....	4
4.8 Visite du site du chantier .....	5
Article 5 - Modalités de présentation & de remise des propositions.....	5
5.1 Conditions d'obtention des documents contractuels et additionnels .....	5
5.2 Contenu du dossier de consultation.....	5
5.3 Conditions de dépôt des candidatures.....	5
5.4 Documents exigés.....	5
5.5 Documents facultatifs .....	6
Article 6 - Jugement des candidatures & des offres .....	6
Article 7 – Date et heure limite de dépôt des candidatures .....	6
Article 8 - Renseignements complémentaires .....	6

## Article 1 - Objet de la consultation

### 1.1 Objet et contenu de la mission

La présente consultation de maîtrise d'œuvre concerne la transformation de l'ancien presbytère en espace d'accueil et de services pour tous. Cet aménagement d'un espace intergénérationnel est défini dans le programme.

### 1.2 Type de consultation

La présente consultation, pour la passation d'un marché de travaux, est organisée conformément à l'article 27 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016, abrogé par Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 - art. 14. Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée après publicité préalable et mise en concurrence.

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement.

### 1.3 Décomposition en lots

Cette opération fait l'objet d'un marché décomposé en 8 lots :

- Lot 1 : VRD / Gros Œuvre
- Lot 2 : Couverture
- Lot 3 : Menuiseries extérieures et intérieures
- Lot 4 : Cloisons
- Lot 5 : Revêtements de sols
- Lot 6 : Peinture –ravalement
- Lot 7 : Electricité
- Lot 8 : Plomberie – ventilation

### 1.4 Nature du marché

Marché public de travaux

### 1.5 Lieu d'exécution

Commune de LA GOUESNIERE (35350).

### 1.6 Montant et durée

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à **110 000 € HT**.

Le marché sera conclu pour une durée allant jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

## Article 2 - Organisation de la Maîtrise d'ouvrage

Mairie - 5 Rue Raphaël de Folligné, 35350 LA GOUESNIÈRE – Service des marchés publics

Téléphone : 02 96 58 80 80 - Courriel : [dgs@lagouesniere.fr](mailto:dgs@lagouesniere.fr)

Personne en charge du dossier de consultation : Mme Morgane FINET, la Directrice générale des services ([dgs@lagouesniere.fr](mailto:dgs@lagouesniere.fr))

## Article 3 - Renseignements d'ordre juridique, économique, financier & technique

### 3.1 Unité monétaire du marché

L'euro.

### 3.2 Modes de financement et de règlement du marché

Le financement est effectué avec fonds propres et subventions.

Le paiement des factures se fera par mandat administratif conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

### 3.3 Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française uniquement.

### 3.4 Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **3.5 Variantes et options**

Pas de variante. Pas d'option.

### **3.6 Mission SPS**

Effectuée par l'entreprise APAVE.

### **3.7 Mission de contrôle technique**

Effectuée par l'entreprise SOCOTEC

## **Article 4 – Conditions de la consultation**

### **4.1 Délai d'exécution**

Les délais d'exécution sont fixés et inscrits à l'article 4.1 du CCAP.

Date prévisionnelle de début des travaux : Juin/juillet 2024

La durée des travaux est fixée à SIX (6) mois pour la première tranche et UN (1) mois pour la deuxième tranche (façade), soit l'achèvement des travaux en 2025. Une réception partielle sera faite au terme de la première phase.

Le délai global d'exécution des prestations est à préciser dans l'Acte d'Engagement (AE).

### **4.2 Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **4.3 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### **4.4 Reconduction éventuelle du marché**

Sans objet.

### **4.5 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

### **4.6 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail**

L'opération est soumise aux dispositions des sections 4 et 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifiant le Code du Travail, et en particulier aux nouveaux articles R.238-20 à R.238-36 de ce Code.

Les dispositions applicables à l'opération sont précisées dans le CCAP, et en particulier dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier, établi par le coordonnateur désigné pour la réalisation de l'opération et annexé au présent marché.

Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) : Sans objet.

Voies et réseaux divers : Concernant les voies et réseaux divers à réaliser préalablement à l'ouverture du chantier proprement dit, le chantier est soumis aux articles R.238-40 à R.238-44 du Code du Travail créés par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994. Les travaux correspondants sont à la charge de l'entreprise chargée du lot VRD.

### **4.7 Mode de règlement du marché**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), au(x) cocontractant(s) et au(x) sous-traitant(s) seront mandatées dans un délai de 30 jours et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalents, virement par mandat administratif.

#### **4.8 Visite du site du chantier**

Pourrons procéder à une visite préalable du site, afin de pouvoir procéder en toute connaissance de cause à l'établissement de leur offre, chaque entreprise qui en fait la demande. Pour cela, ils devront prendre rendez-vous avec la mairie de LA GOUESNIÈRE au 02.99.58.80.80.

### **Article 5 - Modalités de présentation & de remise des propositions**

#### **5.1 Conditions d'obtention des documents contractuels et additionnels**

L'obtention du dossier de consultation est gratuite. Il devra le télécharger sur la plateforme dématérialisée <https://www.megalisbretagne.org>

#### **5.2 Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent Règlement de Consultation ;
- L'acte d'engagement (par lot) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), (CCTP PRO, CCTP Plomberie et CCTP électricité)
- Les pièces graphiques comprenant les plans de l'état actuel et les plans du projet ;
- La notice d'accessibilité du bâtiment ;
- Le diagnostic amiante ;
- Les rapports des bureaux d'études ;
- La déclaration de sous-traitance (DC4).

#### **5.3 Conditions de dépôt des candidatures**

Les candidats transmettront obligatoirement leur offre par voie dématérialisée sur la plateforme dématérialisée <https://www.megalisbretagne.org>

La remise des offres par les candidats implique l'acceptation des clauses du présent règlement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

#### **5.4 Documents exigés**

Conformément à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, les documents suivants seront tous complétés, signés et revêtus du cachet de l'entreprise.

En cas de groupement, chacun des membres devra produire les documents exigés pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- un devis ou une offre de prix correspondant au CCTP ;
- l'acte d'engagement correspondant au lot daté et signé ;
- une déclaration de sous-traitance : formulaire DC4 (le cas échéant) ;
- lorsque le candidat emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du Travail ;
- la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), si le candidat est en redressement judiciaire,
- Attestations fiscales et sociales ou attestation sur l'honneur que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- les attestations d'assurances Responsabilité Civile et Responsabilité Décennale en cours de validité ;
- une liste des références récentes (inférieures à cinq ans) les plus significatives du ou des candidats.
- la composition de l'équipe affectée à la mission (curriculum vitae de chacun des membres) ;
- Un RIB.

En l'absence d'un seul des documents précités, l'offre pourra être déclarée non conforme.

### 5.5 Documents facultatifs

- une lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants : formulaire DC1 ;
- une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : formulaire DC2 ;
- une note méthodologique décrivant la compréhension du problème posé et donnant une description détaillée du contenu de sa mission, phase par phase, et de l'organisation qu'il compte mettre en place en précisant notamment la répartition de l'exécution du marché entre les différents co-traitants ;
- Un extrait K-bis.

## Article 6 - Jugement des candidatures & des offres

Une commission CAO se réunira pour analyser les offres et émettra un avis sur l'ensemble des propositions. Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 48 et 55 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ou qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 5 du présent règlement de consultation seront éliminées.

Les offres seront examinées selon les critères suivants :

- 1. Prix des prestations (pondération : 40)**
- 2. Valeur technique (pondération : 60)**

Par la suite, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'auditionner les auteurs des offres les mieux disantes afin de permettre aux candidats d'apporter des compléments d'informations ou des précisions sur les conditions d'exécution de la mission.

Pour le cas où des auditions seraient organisées, les candidats seront invités individuellement à présenter leurs offres sur convocation du maître d'ouvrage. La présence des personnes en charge du projet y sera attendue.

À l'issue des auditions et à partir des mêmes critères de jugement des offres ci-dessus, un classement définitif sera établi. La personne responsable du marché engagera et mènera librement, dans le respect du principe d'égalité de traitement, une négociation avec un nombre limité de candidats ayant présenté les offres les mieux classées.

## Article 7 – Date et heure limite de dépôt des candidatures

Date limite de réception des candidatures : le **Vendredi 24 mai 2024 à 14h00** sur le site de [www.megalisbretagne.org](http://www.megalisbretagne.org)

*En cas de problème lors du dépôt, contacter Mme Morgane FINET, la DGS au 02.99.58.25.58. ou par mail à [dgs@lagouesniere.fr](mailto:dgs@lagouesniere.fr)*

## Article 8 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour répondre à la consultation, les candidats devront adresser leur question EXCLUSIVEMENT sur le site [www.megalisbretagne.org](http://www.megalisbretagne.org)

Il ne sera répondu qu'aux questions posées au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.